

MÁXIMO TORERO CULLEN

Économiste en chef de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO)

Je vous remercie, c'est un réel plaisir pour moi de participer de nouveau à cette conférence. Je ferai une brève présentation qui montre la situation actuelle et celle de demain, afin de lancer le débat.

Cette diapositive, intitulée « Inégalités économiques », est une photographie de la situation en cours. Nous avons 733 millions de personnes souffrant de faim chronique. Cela correspond à la médiane estimée dans la dernière enquête. Nous avons 2,3 milliards de personnes qui n'ont pas d'accès régulier à la nourriture et 2,8 milliards de personnes qui bénéficient d'un accès subventionné abordable. Si l'on prend en compte la population en situation d'urgence, selon le concept d'insécurité alimentaire aiguë, qui est un concept à court terme, ce sont 281,6 millions de personnes qui sont concernées. Ces chiffres effroyables sont quasiment stables sur les trois dernières années, sans amélioration notable, même s'il y a tout de même des améliorations, surtout dans le Sud. Et ce, dans un contexte où les conflits se multiplient, où les catastrophes climatiques sont de plus en plus fréquentes et intenses et où la situation économique et financière est préoccupante. Je vais y revenir. Nous sommes aussi dans un cas de figure où les inégalités sont criantes.

Voici une carte issue du Rapport mondial sur les crises alimentaires. Le bleu foncé indique les zones de crises permanentes et le bleu clair les crises dues, par exemple, aux migrations, comme dans le cas des pays andins d'Amérique du Sud en raison des migrations en provenance du Venezuela. Cela représente 281,6 millions de personnes.

Mais le plus grave, c'est que le taux de prévalence est resté obstinément élevé, entre 21 % et 23 %, pendant plusieurs années consécutives, malgré des niveaux record de financement humanitaire. Cela est très parlant, car cela indique que les besoins ne cesseront d'augmenter. Et ce n'est pas tout : 36 nouveaux pays et territoires ont été inclus dans ce rapport ces huit dernières années. Cela souligne la difficulté de sortir de l'insécurité alimentaire aiguë une fois que celle-ci s'est installée. Certains pays apparaissent plusieurs fois et 19 sont définis comme en situation de crise alimentaire à la fois majeure et à venir. Beaucoup de ces 59 pays reviennent sans cesse, et c'est un problème qui reste à résoudre.

Pour ce qui concerne le climat, nous avons dépassé six des neuf limites planétaires. La dynamique physique n'est donc plus linéaire : la vitesse des problèmes va augmenter de manière exponentielle, avec de possibles points de non-retour. La seule certitude, c'est que la fréquence et l'intensité des catastrophes climatiques continueront d'augmenter.

Prenons l'exemple des anomalies de température quotidiennes. La diapositive suivante montre qu'en 2015, nous avons déjà quelques premiers jours au-dessus de 1,5 °C. Mais en février 2024, nous avons eu quatre jours consécutifs dépassant 2 °C. Ces contraintes climatiques sont inévitables. Il faut nous y préparer et accroître notre résilience. Car nous savons ce qui arrivera. Quelles que soient les mesures correctives prises au fil du temps, il faudra du temps pour retrouver le niveau souhaité.

L'autre aspect important est que ces chocs climatiques vont encore accroître les inégalités. En particulier pour les femmes à la tête de familles monoparentales, qui, nous le savons, sont bien plus vulnérables aux difficultés climatiques. Ainsi, le stress thermique fera subir aux femmes une perte de revenu de 8 % supérieur à celui des hommes, pour un coût d'environ 37 milliards USD. Leur perte de revenu sera d'environ 3 % de plus que celle des hommes en cas d'inondations extrêmes. Une hausse de 1 °C de la température moyenne réduira d'environ 34 % les revenus des femmes par rapport à ceux des hommes. Cette réduction est de 24 % dans le cas de revenus agricoles. Cela aura pour effet d'exacerber les inégalités déjà observées actuellement.

La diapositive suivante montre les projections pour demain, qui sont en lien avec la situation d'aujourd'hui, sur la diapositive suivante. On voit qu'environ 581,7 millions de personnes souffriront de la faim d'ici 2030. C'est 130 millions de plus que si la pandémie de Covid-19 n'avait pas eu lieu. Les effets de la guerre en Ukraine sont graves. Mais ceux de la pandémie de Covid-19 le furent encore plus en raison de leur intensité et de leurs conséquences sur chaque pays.

En ce qui concerne l'évolution des trois facteurs clés des crises alimentaires que sont les conflits, les aléas climatiques et les crises économiques, le fait est que les conflits ont une base historique et qu'il existe de nouvelles instabilités politiques préoccupantes. Elles sont vouées à s'accroître, à moins que nous ne disposions de processus supplémentaire. Et nous voyons ce qui se passe actuellement en Afrique, mais aussi en Syrie, etc. La situation est très grave au Sud Soudan, en République démocratique du Congo et bien sûr à Gaza, où les conditions sont dramatiques. La situation géopolitique est critique et aura des effets délétères, mais il faut comprendre que le monde va changer en raison de l'extension croissante des zones de conflit. Nous pouvons essayer de trouver des moyens de réduire les conflits en cours et nous nous efforçons actuellement de pouvoir les prédire.

Comme je l'ai dit, la fréquence et l'intensité des aléas climatiques vont s'aggraver. Et en termes de crises économiques, de graves problèmes menacent tous les pays en raison des contraintes liées à la dette. C'est déjà le cas d'un grand nombre de pays, en particulier des pays les moins avancés. Autrement dit, lorsque le prix des denrées alimentaires augmente, cela affecte la dévaluation du taux de change en raison de la hausse du taux d'intérêt mondial, qui à son tour influe sur la dette qu'ils doivent contracter pour couvrir leurs factures d'importation, en plus de la dette qu'ils ont déjà à rembourser, non seulement auprès des organisations internationales mais aussi de la dette privée. Par conséquent, ils ne peuvent savoir s'ils pourront couvrir le coût des importations de denrées alimentaires, ce qui créera de graves difficultés d'accès à la nourriture, en particulier de nourriture saine, ce qui constitue un défi majeur.

Sans entrer dans les détails, le plus important me semble de savoir que ces problèmes vont se produire, et de réfléchir à des moyens de les atténuer. C'est ce qu'on appelle la résilience, qui

comporte deux volets : l'atténuation des risques par la prévention d'une part, et l'augmentation de la capacité d'absorption d'autre part, de façon à être prêts à réagir si le choc se produit.

Je m'arrêterai là.